



Zones de conflit - Terre propice au financement des groupes terroristes et des bandes criminelles

Thomas Dronon

Chercheur spécialisé dans la lutte contre le financement du terrorisme, France

Les groupes terroristes considèrent les zones de conflit comme un terrain adéquat pour accroître leurs activités illicites et garantir les ressources économiques qui leur permettent de perdurer. Plus le groupe est puissant dans la zone de conflit, face à un État fragile qui ne contrôle pas son territoire, plus il est capable de développer ses activités économiques criminelles, comme le trafic d'armes, le trafic de drogue, l'imposition de taxes, le trafic d'êtres humains, etc.

Déclencher des conflits

Dans les pays stables sur le plan sécuritaire, les groupes terroristes ont recours à des méthodes de financement occultes et difficiles à découvrir. Par contre, dans les zones qui souffrent de problèmes sécuritaires, comme l'Irak, la Syrie et le Yémen, dans les zones difficiles d'accès, comme la bande côtière désertique, ou dans les zones où l'autorité centrale de l'État est confrontée à des défis sociaux et politiques, comme la Colombie et le Nigeria ; dans ces zones les groupes armés se livrent à diverses activités économiques, cherchent à étendre les conflits, à affaiblir la légitimité de l'autorité en place et à déclencher des guerres pour étendre leurs activités illicites hors de l'emprise sécuritaire.

Il existe trois modèles d'exploitation des conflits dans les opérations de financement du terrorisme, que l'on peut résumer comme suit :

1. Les taxes

Ce modèle dépend de la capacité des groupes à exploiter une zone géographique spécifique, éloignée de l'autorité de l'État central, à dominer les communautés locales, les pousser à participer à des opérations de contrebande, et leur imposer de participer à leurs activités commerciales illicites. Parmi les groupes qui ont adopté cette méthode, il y a les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et des groupes criminels actifs dans la région du Delta, au sud du Nigeria. Tous deux ont

réussi à développer une économie criminelle locale qui défie l'autorité de l'État.

Dans les années 1960, les FARC considéraient la production et le trafic de drogue comme un crime, mais elles ont reconsidéré leur position au début des années 1980, car la culture de la feuille de coca était une source de subsistance essentielle pour les paysans qu'elles défendaient. Lors de leur septième conférence en 1982, elles considéraient que les profits de la drogue étaient nécessaires pour réussir la révolution et prendre les rênes du pouvoir. Elles ont donc imposé une taxe sur la production de feuilles de coca. La coopération entre les trafiquants de drogue et les FARC a atteint son apogée lorsque ces dernières ont élargi leur domination régionale. Elles ont ainsi permis aux trafiquants de drogue de continuer à produire leur poison et à le faire passer clandestinement par des gangs terroristes. C'est ce qui a poussé l'administration américaine à inventer les termes : « cartels de la drogue » et « terrorisme de la drogue ».

Alors que les négociations de paix ont échoué en 2002, et dans le contexte qui a suivi les événements du 11 septembre, le président colombien de l'époque a confirmé que ce que font les FARC — que les États-Unis ont inscrites sur la liste des organisations terroristes — était un acte de terrorisme. Du reste, le plan colombien de lutte contre la drogue a échoué, la production de drogue n'ayant que légèrement diminué.

Au Delta du Niger

Depuis les années 1990, la région du Delta du Niger, où sont actives des bandes criminelles classées comme groupes terroristes, est le théâtre de troubles visant à contrôler les richesses pétrolières. Les membres de ces bandes ont formé des groupes armés pour commettre des actes criminels et atteindre leurs objectifs, en pratiquant des enlèvements, en volant du pétrole dans les oléoducs qui traversent les territoires de ces communautés, etc.

L'une de ces organisations est le Mouvement de libération du Delta du Niger, fondé en 2006 et qui mène ses activités dans des zones géographiquement marginalisées. Il a su se montrer solidaire des communautés locales et de certains notables en échange de leur protection et de la redistribution des gains de ses opérations. Par les actes de sabotage touchant les oléoducs, il s'est emparé de 90 % du pétrole du pays et a procédé au raffinage sans contrôle pour le redistribuer et le revendre sur le marché noir local et régional.

2. La fusion

Cette méthode est adoptée par des groupes armés qui cherchent à s'intégrer dans les cercles de financement illicite pour obtenir des bénéfices et se mettre au service d'entités criminelles. Ils proposent leurs services pour sécuriser les activités de production, protéger les marchandises et autres activités illicites.

Dans la région du Sahel, les enlèvements contre rançon constituent l'une des activités les plus lucratives des groupes criminels, avec des revenus qui ont atteint 125 millions de dollars entre 2008 et 2014, ce qui constitue l'une de ses principales sources de revenus d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, en plus du trafic d'armes et du trafic de drogue. Cela ressort clairement dans les activités de ses membres, qui ont été impliqués dans le crime et la contrebande avant de devenir des terroristes recherchés.

Parmi les contrebandiers et les criminels professionnels figure l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, le chef du groupe Al-Mourabitoun, qui entretient des liens historiques avec Al-Qaïda. Sa renommée dans l'univers de la contrebande lui a valu le surnom de « M. Marlboro » en raison de son activité intense de contrebande de cette marque de cigarettes et de son transport entre les pays de la région du Sahel. Ses contacts avec les tribus locales ont facilité ses activités criminelles visant à financer des actes terroristes. Un tribunal algérien l'a condamné par contumace pour formation de groupe terroriste, enlèvement d'étrangers et trafic d'armes. En décembre 2008, son groupe a participé à l'enlèvement de deux diplomates des Nations Unies. L'un des crimes les plus célèbres du terroriste Belmokhtar a été sa prise d'otages à In Amenas, en Algérie, en 2013, où il a tué 37 étrangers, ce qui a fait de lui le terroriste le plus dangereux de la région.

Production de Captagon

Le Captagon se présente comme une drogue associée aux extrémistes et aux terroristes. Il a été produit en grande quantité dans l'ex-Yougoslavie dans les années 1990. Son commerce est récemment devenu populaire en Syrie où sont actives des milices armées. En 2020, la valeur de la contrebande de Captagon depuis la Syrie a atteint 3,46 Mds de dollars. En 2021, cette valeur a atteint — selon le New Lines Institute for Strategy and Policy — 5,7 Mds de dollars. Par ailleurs, environ 420 millions de comprimés de Captagon ont été confisqués.

Dans le conflit en cours en Syrie, l'organisation terroriste Daech s'est lancée dans des opérations de contrebande de Captagon. Cependant, les milices coopérant avec

les autorités, comme le Hezbollah et les groupes armés étrangers, étaient les plus dépendantes de cet aspect du financement, que ce soit pour la fabrication ou la contrebande. Les laboratoires de Captagon se sont répandus, et les plus petits de ces groupes ont commencé à avoir leurs propres laboratoires pour le produire et en faire le trafic. En 2021, un homme d'affaires a été jugé au Liban après la confiscation d'une énorme cargaison de drogue en Malaisie. Il contenait environ 100 millions de pilules destinées à l'Arabie Saoudite et leur valeur, basée sur l'utilisation directe, était estimée à 1 ou 2 mds de dollars.

Sur le plan logistique, le Captagon est fabriqué dans les zones du conflit syrien et introduit clandestinement à travers des territoires contrôlés par des groupes armés et des milices ayant différentes affiliations et étroitement liées au trafic de drogue aux niveaux régional et international. L'objectif est le financement illicite d'opérations terroristes.

3. Occupation de territoires

Cette méthode consiste à ce qu'un groupe terroriste occupe une zone spécifique, gère son économie et ses ressources et les exploite à son avantage aux dépens de la population locale. Par exemple, lorsque l'organisation terroriste Daech a occupé une grande partie de la Syrie et de l'Irak, elle a mis en place un système complexe dans le but de confisquer les ressources des zones qu'elle contrôlait. Elle a imposé des taxes aux exploitants des puits de pétrole du Nord-Est, a menacé de tuer quiconque refuserait de payer, comme elle a imposé des taxes sur les véhicules et les écoles, sous prétexte d'en assurer la « protection ».

Les ressources de l'organisation, le produit des extorsions et de l'exploitation des ressources dans les territoires occupés s'élevaient, fin 2014, à environ un demi-milliard de dollars, selon les estimations des États-Unis, en plus des avoirs saisis chez les banques, les ressources en hydrocarbures, les phosphates, l'agriculture et le trafic des antiquités. La revente d'hydrocarbures et de produits bruts représentait un mode de financement privilégié, car le produit était revendu à des intermédiaires et des contrebandiers, qui était ensuite exporté vers les pays voisins. Le baril de pétrole était vendu entre 20 et 35 dollars, contre 60 à 100 dollars sur les marchés locaux rendu indétectable par le système bancaire international.

Les revenus générés par les activités agricoles représentaient une opportunité d'enrichissement pour Daech, qui effectuait des opérations de récolte et confisquait des machines et des équipements pour les louer plus tard, en plus de saisir les récoltes, de surveiller leur production et de les stocker pour contrôler leur

distribution et leur commercialisation au niveau local. Tout cela a été fait par l'organisation criminelle pour contrôler la population locale, voler ses ressources et financer ses opérations terroristes.

Daech a également pratiqué le trafic d'antiquités à grande échelle, et il n'existe pas de statistiques précises sur le montant des richesses pillées qu'elle a saisies, car certaines estimations indiquent que des antiquités volées en Syrie d'une valeur de plus de 10 millions de dollars, la plupart d'entre elles auprès d'actifs zones de conflit. L'organisation terroriste a trouvé deux opportunités pour tirer profit des antiquités syriennes : la première est le pillage et la revente directe. La seconde étant de permettre aux voleurs d'accéder à des sites archéologiques et les piller en échange de grosses sommes d'argent.

La traite des êtres humains, mise en avant par le magazine «Dabiq», constituait une source importante de revenus pour Daech. L'organisation faisait chanter ses victimes, dont la plupart étaient des ressortissants étrangers, et les obligeait de payer des rançons. Parmi les personnes kidnappées, ceux qui étaient proposées à la vente ou à l'exploitation sexuelle. La valeur du trafic d'êtres humains perpétré par Daech est estimée entre 20 et 45 millions de dollars, mais ces chiffres restent purement indicatifs.

En conclusion

Force est de constater, après avoir passé en revue les modes opératoires de ces groupes terroristes et des failles qu'ils exploitent dans les zones de conflit lorsque l'État central est incapable d'imposer sa souveraineté sur ces zones, que ces schémas de financement ne sont mis en œuvre que lorsqu'ils reposent sur une coordination entre des groupes armés et des groupes criminels. Il s'agit d'une alliance de circonstances et d'intérêts qui génère des bénéfices pour certains groupes et sert l'agenda politique d'autres. Par conséquent, les solutions ne résident pas tant dans la reconquête du territoire par la force militaire que dans la neutralisation des réseaux criminels par une approche proactive dans ces zones instables.